



FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

PROGRAMME

Séminaire

Négociation collective et flexibilité interne. Comparaison France-Allemagne et quels enseignements pour la France ?

Mardi 31 mars 2015 de 14h à 18h

France Stratégie

18, rue de Martignac - 75007 Paris

De nombreux travaux soulignent les performances productives de l'économie allemande et notamment sa capacité à s'adapter à la conjoncture économique mondiale. La crise de 2008 a révélé au grand jour cette capacité structurelle, l'Allemagne lui ayant fait face en préservant l'emploi et ce grâce notamment à différents leviers de flexibilité interne : chômage partiel et ajustement du temps de travail, modération salariale... L'efficacité de ces leviers est directement associée aux modalités de la négociation collective en Allemagne, fréquemment érigée en modèle pour l'économie française.

En effet, en regard, la capacité de flexibilité interne des entreprises françaises, avec notamment le rôle de la négociation collective, fait l'objet de débats récurrents et a donné lieu à des réformes successives ces dernières années.

L'enjeu de ce séminaire est donc d'abord de bien apprécier la contribution effective des mutations de la négociation collective à la capacité d'adaptation et de résilience des entreprises allemandes, et *in fine* à leurs

performances en matière d'emploi. Il est également nécessaire de rendre compte finement des transformations du système allemand de relations sociales depuis les années 1990 : quels sont les mécanismes sous-jacents à la décentralisation de la négociation collective (clause de sortie, accords de compétitivité) et quelles en sont les implications en termes d'effectivité et de qualité du dialogue social dans les différents secteurs de l'économie ? Au regard de cette analyse de la trajectoire allemande, une approche comparative doit permettre de mieux identifier le champ des enseignements possibles pour la France. Quel diagnostic peut-on faire sur les dispositifs de flexibilité interne en France et le dialogue social qui les accompagne (chômage partiel, accords de maintien en emploi, politique salariale...) ? Dans quelle mesure l'exemple allemand peut-il effectivement être mobilisé à cet égard, compte tenu des différences institutionnelles et légales entre la France et l'Allemagne ? Quelles seraient les conséquences sur le système de négociation collective français d'évoluer vers un modèle à l'allemande ?

www.strategie.gouv.fr

13h30 Accueil

14h00 Introduction

Accueil

Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France Stratégie

Introduction du séminaire

par France Stratégie

14h15 **SÉQUENCE 1**
FLEXIBILITÉ INTERNE : QUEL IMPACT
SUR LES PERFORMANCES
DU MARCHÉ DU TRAVAIL ?

Interventions

Werner Eichhorst, Director of Labor Policy Europe — IZA

Quels sont les ressorts des performances allemandes ? Quelle part attribuer aux transformations du système de relations professionnelles ?

Odile Chagny, chercheuse à l'IRES

Dynamique salariale en Allemagne : quelles spécificités sectorielles, quelles flexibilités salariales ?

Réactions

Marc-Antoine Estrade, chef du département des Synthèses, Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP)

Katharina Grabietz, responsable syndicale à la direction IG Metall, en charge des politiques de l'emploi au département des politiques sociales

Discussion avec la salle

15h45 Pause

16h00 **SÉQUENCE 2**
QUELLES TRANSFORMATIONS
DE LA NÉGOCIATION COLLECTIVE
ET DU DROIT SOCIAL POUR UNE FLEXIBILITÉ
INTERNE ACCRUE ?

Interventions

Reinhard Bispinck, Institute of Economic and Social Research (WSI) — Hans Böckler Foundation

Retour sur les transformations des relations professionnelles en Allemagne et les enjeux associés (décentralisation, fragmentation, érosion)

Jacques Freyssinet, président du Conseil scientifique du Centre d'études de l'emploi

Les accords d'entreprise sur l'emploi : mise en perspective France-Allemagne

Gilbert Cette, adjoint au directeur général des études et des relations internationales, Banque de France

Temps de travail, flexibilité interne et place du droit conventionnel : quelles perspectives d'évolution pour la France ?

Réactions

Peter Etzenbach, directeur financier, Allianz France

Jean-Jacques Cette, administrateur salarié de Allianz France, membre du Conseil de surveillance de Allianz SE

Pierre Beretti, président directeur général, Altedia Lee Hecht Harrison

Discussion avec la salle



BIBLIOGRAPHIE

Bispinck R., Schulten T. (2014), «Wages, collective bargaining and economic development in Germany: towards a more expansive and solidaristic development?», *WSI Document Paper*, n° 191.

Bispinck R., Schulten T. (2011), «Sector-level bargaining and possibilities for deviations at company level: Germany », European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions: Dublin.

Cette G., Boulin J.-Y. (2013), «Labour market adjustments during the crisis: the role of working time arrangements», *Transfer: European Review of Labour and Research*, 19(4), pp. 475-487.

Cette G. (2010), *Refondation du droit social : concilier protection des travailleurs et efficacité économique* (en coll. avec Jacques Barthélémy), Rapport du Conseil d'analyse économique, n° 88, La Documentation française.

Chagny O. et al. (2014), «Allemagne - l'introduction d'un salaire minimum légal : genèse et portée d'une rupture majeure», *Chronique internationale de l'IRES*, n° 146.

Chagny O., Husson M. (2015), «Looking for an 'optimal wage regime' for the Euro zone», *Documents de travail de l'IRES*, n° 01.2015.

Dustmann C., Fitzenberger B., Schönberg U., Spitz-Oener A. (2014), «From sick man of Europe to economic superstar: Germany's resurgent economy», *Journal of Economic Perspectives*, 28(1), pp. 167-188.

Eichhorst W. (2015), «The unexpected appearance of a new German model», *British Journal of Industrial Relations*, vol. 53, pap. 49-69, mars.

Eichhorst W. et al. (2014), «Not so standard anymore? Employment duality in Germany», *IZA Discussion Paper*, n° 8155.

Freyssinet J. (2015), «L'emploi au cœur de la négociation d'entreprise : quel impact de l'accord du 11 janvier 2013 ?», *La revue de l'IRES*, n° 77, 2013/2.

Freyssinet J. (2015), «Les négociations d'entreprise sur l'emploi : quelques expériences européennes », *Document de travail IRES*, à paraître en avril 2015.

ORGANISATION

| | |
|------------------------------|--|
| Format du séminaire | Séminaire fermé sur invitation. |
| Participants invités | Experts issus du monde académique, des administrations publiques, d'organismes privés, et du monde syndical patronal. |
| Langue | Français / Allemand avec traduction. |
| Accès | France Stratégie, 18 rue de Martignac, 75007 Paris Métro : Invalides ligne 8 ; Solférino ligne 12 ou Varenne ligne 13 |
| Lieu | Salle Jean Monnet, 1 ^{er} étage |
| Contacts informations | antoine.naboulet@strategie.gouv.fr ; helene.garner@strategie.gouv.fr ; camille.guezennec@strategie.gouv.fr |



RETROUVEZ
LES DERNIÈRES ACTUALITÉS
DE FRANCE STRATÉGIE SUR :



www.strategie.gouv.fr



CommissariatStrategieProspective



@Strategie_Gouv



FRANCE STRATÉGIE



France Stratégie est un organisme de concertation et de réflexion. Son rôle est de proposer une vision stratégique pour la France, en expertisant les grands choix qui s'offrent au pays. Son action repose sur quatre métiers : évaluer les politiques publiques ; anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec tous les acteurs pour enrichir l'analyse ; proposer des recommandations au gouvernement. France Stratégie joue la carte de la transversalité, en animant un réseau de huit organismes aux compétences spécialisées.